

Tunisie :

La répression s'intensifie contre le mouvement étudiant

Depuis le 11 février 2009, cinq syndicalistes étudiants observent une grève de la faim dans le minuscule local de l'union générale des étudiants de Tunisie (UGET). Exclues de l'université à cause de leurs activités syndicales, ils exigent leur réintégration dans leurs études.

Comme partout en Tunisie, les libertés syndicales, d'opinion et d'expression au sein de l'université sont placées sous haute surveillance policière. Avec la création du corps de la police universitaire en 1987, des postes ont été installés dans chaque établissement pour contrôler les étudiants et surveiller de près leurs faits et gestes.

L'année dernière, le régime a empêché la tenue du 25ème congrès de l'UGET, d'abord, en avril, puis en août 2008. Le but de la manœuvre est d'étouffer toute forme d'organisation syndicale étudiante autonome et indépendante.

Les militants de l'UGET sont particulièrement dans le collimateur du régime de Ben Ali et font l'objet d'intimidations et de harcèlements systématiques. Ces dernières années, plus de vingt d'entre eux ont été définitivement exclus de l'Université tunisienne, après avoir participé et animé des meetings, des grèves et d'autres formes de protestation à l'université.

13 militants ont reçu des convocations pour comparaître devant des conseils de discipline, suite à la grève générale à laquelle l'UGET avait appelée le 26 février dernier. D'ailleurs, quand ce ne sont pas les conseils disciplinaires qui répriment les étudiants, c'est la justice aux ordres qui s'en charge. Plusieurs militants de l'UGET ont été victimes de procès d'opinion et condamnés à des peines de prison ferme. Le secrétaire général du syndicat étudiant et deux des cinq grévistes de la faim sont actuellement poursuivis, ils seront jugés le 25 mars dans des affaires montées de toutes pièces.

Après plus de trois semaines de grève de la faim, l'état de santé des grévistes suscite de vives inquiétudes. Le régime tunisien fait toujours la sourde oreille à leurs revendications légitimes. Il rejette toute discussion. Il a par contre opté pour une campagne médiatique calomnieuse à l'encontre des militants de l'UGET et de leur organisation.

Nous, organisations signataires, exprimons notre entière solidarité avec les militants de l'UGET en grève de la faim. Nous tenons les autorités tunisiennes pour responsables de toute détérioration de leur santé.

Nous exigeons :

- la réintégration des grévistes de la faim et de tous les étudiants exclus en raison de leurs activités syndicales.
- La libération des étudiants condamnés pour leur opinion et pour engagement syndical.
- L'arrêt des conseils de discipline et des poursuites à l'encontre des militants étudiants.
- Le respect du droit de l'UGET à tenir son congrès en toute indépendance et la garantie des libertés syndicales au sein de l'Université tunisienne.

Paris, le 9 mars 2009

Premiers signataires : Les Jeunes Verts, Union des Etudiants Communistes, ATTAC, MRAP, CEDETIM, MQJS, CNT, Union syndicale Solidaires, ASDHOM, CRLDHT, AMF, ATMF, FTCT, PCOF, NPA, Les Verts, PCF, PDP, PCOT.